

Les crédits

trer dans le marché qu'on importe présentement de Nouvelle-Zélande. Personne ne va pouvoir m'expliquer aujourd'hui que c'est plus payant à long terme pour les Québécois, pour les Canadiens, d'importer des moutons de Nouvelle-Zélande, alors que nous ici avons entrepris une démarche depuis 20 ans pour aller vers l'autosuffisance.

• (1250)

Au moment où on atteint 50 p. 100, le gouvernement fédéral coupe l'herbe sous les pieds et cela, sans aucune consultation. Personne n'avait entendu parler de ce projet avant le soir du Budget. Là, le milieu s'est élevé contre cette décision et on demande au ministre de reconsidérer sa décision de rencontrer les gens du Comité de survie, pour s'assurer qu'on va à la fois permettre à la production de l'ovin de continuer dans l'avenir, d'avoir un appui adéquat en recherche et développement et à la Ferme expérimentale de La Pocatière de continuer son action.

M. Jean H. Leroux (Shefford, BQ): Monsieur le Président, l'agriculture est, encore aujourd'hui, la base de l'économie rurale du Québec et du reste du Canada. Au Québec, près de 50 p. 100 du revenu des exploitants agricoles provient de produits soumis à la gestion de l'offre, tels le lait, les oeufs, les poulets et les dindes. Ainsi, le lait industriel représente 27 p. 100 de la production agricole québécoise. Les agriculteurs, les agricultrices, les producteurs laitiers de mon comté, qu'ils viennent de Marieville, de Saint-Césaire, de Roxton Falls ou de Béthanie, sont inquiets.

Sous le régime actuel de gestion de l'offre canadienne de lait industriel, établie en 1990, les agriculteurs du Québec possèdent près de 48 p. 100 des quotas canadiens de lait industriel et 46 p. 100 de ce lait est vendu dans les autres provinces canadiennes, représentant une valeur, à la ferme, de 400 millions de dollars et, au marché, de un milliard de dollars. Au Québec, le lait industriel implique quelque 2 900 producteurs laitiers et sa transformation, quelque 4 000 emplois réguliers à temps plein. C'est donc dire que c'est très important pour nous.

En vertu du Budget fédéral déposé par le ministre des Finances en février dernier, les producteurs de lait industriel du Québec se verront amputés, coupés d'un seul coup, de 30 p. 100 de leurs revenus en deux ans. Cela veut dire que dès la première année d'entrée en vigueur et de façon unilatérale, les producteurs de lait industriel verront leurs revenus de base baisser de 15 p. 100 la première année, et d'encore 15 p. 100 l'année suivante.

Comment penser que cette mesure budgétaire ne pourra se faire sans de lourds sacrifices financiers pour les exploitants et les communautés rurales du Québec et du Canada? Comment penser qu'il n'y aura pas de changement radical de la structure rurale? La réalité du monde rural contraste profondément avec les discours du gouvernement libéral qui prône le développement de nouveaux marchés et la sécurité du revenu des agriculteurs. Paradoxalement, aux dires du gouvernement libéral fédéral, ces mesures budgétaires sont un moyen de stabiliser les prix et les revenus des producteurs par rapport à la tendance mondiale, mais surtout une façon de réduire la dépendance du monde agricole envers l'État.

La réalité, c'est que l'industrie agroalimentaire québécoise et canadienne ne fait pas le poids dans la balance des négociations internationales pour l'ouverture des marchés. Autrement dit, le fédéral préfère sacrifier un pan complet de son économie, afin de préserver d'autres avantages économiques comparatifs qu'il a réussi à négocier avec les États-Unis et les autres pays industrialisés. Je comprends cette stratégie purement économique, dégagée de tout sentiment, où les hommes et les femmes qui produisent le pain et le beurre sont de simples statistiques, sans autre valeur que le signe de dollar qui se rattache à la production.

Cependant, il y a un énorme écart entre comprendre une chose et l'accepter. Je ne puis accepter que les agricultrices et les agriculteurs du Québec ou d'ailleurs soient des victimes du système. J'ai de la difficulté à accepter que les spéculateurs financiers aient pris le haut du pavé, au détriment de ceux qui nourrissent nos familles, je le répète, nourrissent nos familles depuis nombre de générations.

Des voix: Bravo!

M. Leroux (Shefford): Je ne puis accepter qu'on veuille démonter un système qui aura pour cause de mettre en danger la sécurité nationale du Québec et du reste du Canada et qui nous laissera vulnérables face aux spéculateurs des marchés agricoles internationaux.

• (1255)

Combien de générations d'hommes et de femmes ont travaillé à défricher nos terres? Ces terres qu'ils ont rendues fertiles et qui produisent aujourd'hui l'abondance et la diversité de nos produits agricoles. C'est cela que les libéraux veulent sacrifier!

Est-ce parce que le Québec contrôle 48 p. 100 du marché de lait industriel que le gouvernement libéral veut délaisser le pain et le beurre des producteurs laitiers? Ou est-ce simplement que les libéraux fédéraux continuent la croisade contre les producteurs laitiers par le biais des politiques agricoles désavantageuses, définies...

Le président suppléant (M. Kilger): Mes chers collègues, on vous demande votre coopération. Je comprends que, des fois, il y a un peu d'animation qui se fait.

M. Leroux (Shefford): Cela fait mal au whip du Parti libéral lorsqu'on dit des vérités. Pourtant, il est d'un comté agricole de l'Ontario. Il devrait comprendre les problèmes que j'explique et qui sont les mêmes pour son comté, un comté majoritairement francophone.

Depuis 1958, l'industrie laitière a été constamment protégée et encouragée en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles par des conservateurs. Conséquemment, depuis 1986, Ottawa avait approuvé une politique laitière à long terme et avait autorisé des paiements aux producteurs laitiers de 6,03 \$ l'hectolitre de lait industriel ayant 3,6 kilogrammes de matières grasses. Cela s'est fait sous les conservateurs.

En 1991, les conservateurs abrogent la Loi sur la stabilisation des prix agricoles pour la remplacer par la Loi sur la protection